

PROGRAMME

MARDI 26 JANVIER DE 14H A 17H30

14h : E-accueil

14h15 – 14h30 : Allocutions officielles

14h30 -15h05 : Présentation de la problématique

- ✓ Présentation du guide « Vers plus d'égalité en santé »
Emilie Jung, Directrice Migrations Santé Alsace

Pause

15h15 –16h15 : Analyse de situations concrètes en atelier

Pause

16h25 – 17h : Présentation des outils du Défenseur des Droits

Julie Béranger, Cheffe de pôle régional – Défenseur des Droits

17h – 17h30 : Echanges et conclusion

MARDI 2 FEVRIER DE 14H A 17h30

14h : E-accueil

14h-14h15 : Synthèse du temps d'échanges du 26 janvier

14h15-15h15 : Les refus de soins et les traitements différentiels perçus par les femmes migrantes hébergées en hôtel : enseignement de l'enquête DSAFHIR

Lorraine Poncet, Epidémiologiste – Université de Paris Saclay

Pause

15h30 – 16h30 : Table-ronde d'initiatives

- ✓ La médiation en santé : un outil de prévention des discriminations et de modification des représentations en quartier populaire ?
Lucie Loisel, médiatrice – Association Avenir Santé Villejean-Beauregard
- ✓ L'observatoire santé solidarité : un moyen de faire remonter la parole des usagers-ères ?
Hugo Si Hassen, Chargé de mission santé – Fédération des Acteurs de la Solidarité

16h30 -17h30 : Echanges et allocution de clôture

INSCRIPTION ET INFORMATIONS PRATIQUES

Ces temps d'échanges sont gratuits, mais l'**inscription est obligatoire** au lien suivant :

<https://www.migrationssante.org/2020/03/12/rennes/>

Une attestation de présence au titre de la formation continue pourra être délivrée par Migrations Santé Alsace.

Si vous avez des questions, veuillez contacter : discr.bretagne@migrationssante.org

ORGANISATION

L'organisation est pilotée par le Réseau Louis Guilloux et Migrations Santé Alsace. Elle s'appuie sur un comité composé de la DRDJSCS, de la ville de Rennes, de l'EHESP, du Conseil local de santé mentale de Rennes, du CHU de Rennes, de l'Equipe Mobile Psychiatrie Précarité du centre hospitalier Guillaume Regnier, de l'association Saint Benoit Labre et du centre de ressources en politique de la ville Reso Villes.



SOUTIEN FINANCIER

Cet évènement bénéficie du soutien financier de l'Agence nationale de la Cohésion des territoires (ANCT).

